



➡ Test d'entrée et manque de financement: l'arbre qui cache la forêt

Geplaatst op vrijdag 20 september 2013 |

SHARE

Ce matin, Bernard Rener, recteur de l'ULg, et Jean-Claude Marcourt, Ministre de l'Enseignement Supérieur, se sont exprimés sur le test d'entrée en médecine et l'éventualité de le généraliser aux autres études. La FEF ent à rappeler sa position en leur répondant directement.

Aujourd'hui, Bernard Rener a exprimé sa volonté d'étendre le test d'entrée en médecine aux autres études (Le Soir) et de rendre ce test plus contraignant (RTBF) : « ... on pourrait par exemple conseiller à ceux qui ont moins de six sur vingt de ne pas commencer tout de suite. Mais pour faire cela, il nous faut absolument une année préparatoire ». Et de son côté, le Ministre Marcourt s'exprime sur les bienfaits du test d'entrée en médecine (Le Soir): « ... avoir une bonne évaluation au moment d'entamer des études supérieures est quelque chose de positif ».

Face à ces propos, la FEF tient tout d'abord à rappeler que la Belgique a un enseignement secondaire fortement inégalitaire (OCDE). Si les élèves ne sont pas préparés de la même manière à l'enseignement supérieur, il ne s'agit pas de me-re un test à l'entrée ou une première année supplémentaire (qui dit frais supplémentaires) pour les évaluer mais bien de rectifier les lacunes de ces étudiants lors de leur 1ère BAC avec un encadrement adéquat à chacun par le biais d'une aide à la réussite suffisante.

La FEF maintient donc sa position contre cette forme de sélection: ce test qui doit soi-disant servir de diagnostic reste décourageant, payant, obligatoire mais surtout inefficace. En effet, la FEF a rencontré les participants à ce test, fortement inquiets et curieux de savoir ce qu'il s'en suivra après les résultats? Car il est inutile de s'évaluer en début d'année si l'étudiant ne peut remédier à ses lacunes. Et si le Ministre Marcourt explique qu' « il faut aussi apporter des réponses au jeune qui échoue, comme de la remédiation ou une meilleure orientation », ce n'est pour la FEF qu'une jolie promesse qui reste théorique malgré les nombreuses demandes de celle-ci.

Pour la FEF, ce n'est pas en me-ant une barrière à l'entrée pour réduire indirectement le nombre d'inscrits et camoufler le taux d'échec que l'enseignement supérieur se portera mieux. Faire disparaître les symptômes ne résout pas le problème qui est plus général: un manque de financement chronique à cause d'une enveloppe fermée.

Après avoir entendu l'appel des étudiants et des établissements pour obtenir plus de moyens et les élections pointant à l'horizon, la FEF rappellera ses nombreuses revendications, pour faire de l'enseignement supérieur, une priorité en visant la qualité et l'accessibilité pour tous grâce à un refinancement public.

FEF - 16 septembre 2013